



MOBILISATION CFTC

Manifestation : la CFTC aux côtés des PPG Bezons

Ce samedi 27 novembre les salariés de PPG Bezons confrontés à un plan social injuste et violent manifesteront devant le ministère de l'Économie et des Finances, en présence de Cyril Chabanier, pour réclamer l'intervention de l'État. 208 emplois directs sont en jeu.

Fondée en 1905 à Bezons, la société le joint français (LJF) était LE spécialiste des mastics, des adhésifs et revêtements pour l'aéronautique, la défense, l'automobile ou les industries de haute technologie. En 1987, LJF intègre Hutchinson, filiale de Total, puis est rachetée en 2015 par l'américain PPG. De ce mariage naît Sealants Europe.

Le groupe américain estimait alors que la création de Sealants Europe allait « améliorer notre service pour les clients de l'aérospatiale dans la région, renforcer notre fourniture de produits d'étanchéité et d'adhésifs, et étendre notre portefeuille de produits pour l'automobile ».

En réalité selon les élus du CSE, PPG est venu prendre les brevets, le savoir-faire, et le carnet de commandes de l'entreprise française. Pire, elle a pu agir tout en bénéficiant des aides de l'État.

CIR, CICE, et même chômage partiel durant la crise du Covid, **Sealants Europe a bien pris l'argent du contribuable sans jamais investir dans l'entreprise.** Les élus CFTC de l'entreprise ont pourtant longtemps tenté de nourrir un dialogue social constructif dans cette entreprise. Mais toutes leurs propositions sont restées lettres mortes. En effet, les salariés, dont certains sont dans l'usine depuis 3 générations, ont vite constaté lors du rachat que PPG ne souhaitait pas œuvrer pour l'amélioration ou la pérennisation de l'usine.

D'après les élus du CSE, seuls les brevets, le savoir-faire et la clientèle de LJF ont motivé PPG à racheter l'usine. Cette idée est renforcée par le fait que les seuls investissements dans l'entreprise ont concerné un service informatique destiné à faciliter les transferts de compétence vers les autres sites du groupe.

Autre élément pour s'en persuader : le timing. Alors que PPG s'était engagé lors de la reprise à ne licencier personne durant 5 ans, l'annonce du PSE est intervenue 5 ans jour pour jour après cette annonce.

Les salariés du site se battent donc depuis un an pour sauver leurs emplois et dénoncer ce PSE.

Par deux fois déjà, l'administration leur a donné raison en refusant l'homologation du PSE. D'autres décisions de justice sont attendues pour éviter aux salariés un bien triste Noël puisque la direction prévoit d'envoyer les lettres de licenciement le 20 décembre prochain !

Pour ce faire entendre, les salariés avaient fait grève tout le mois de mai dernier. Mais ils tiennent aujourd'hui à donner une dimension nationale à leur action.



La Vie à Défendre

En effet, les PPG Bezons sont symptomatiques. Alors que le gouvernement appelle à la réindustrialisation, à la souveraineté économique et qu'il reprend parfois à son compte la « montée en gamme » voulue par la CFTC, et enfin alors que l'on plaide pour un meilleur ciblage des aides : comment accepter la situation de PPG Bezons ?

Parce que le combat des PPG doit également devenir un combat médiatique et politique ; parce que le gouvernement ne doit plus rester muet ou impuissant face à ces situations :

La **CFTC manifestera donc SAMEDI 27 NOVEMBRE 2021 à Bercy** aux côtés des salariés de PPG Bezons, et des autres salariés qui, solidaires des PPG ou eux-mêmes touchés par un PSE, défilent également.

Le Président de la Confédération, **Cyril Chabanier sera présent** pour apporter son soutien et demander l'intervention directe du gouvernement dans ce dossier.

PPG en dates :

- 1905 création de l'usine
- 2015 rachat par PPG qui annonce « aucun licenciement pendant 5 ans »
- 1^{er} octobre 2020 annonce de la fermeture de l'usine
- Avril 2021 Refus de la direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Drieets, anciennement la Direccte) d'homologuer le plan unilatéral de sauvegarde de l'emploi (PSE).
- Mai 2021 grève sur le site de Bezons.
- Septembre 2021 : second refus de la Drieets

PPG en chiffres :

- 208 emplois directs menacés
- 46 ans : la moyenne d'âge des salariés, un quart d'entre eux a plus de 55 ans.
- 47 000 salariés à travers le monde.
- 71 millions de CA pour PPG Bezons, 17 Milliards pour l'ensemble du groupe.
- 3,1 M€ d'aides de l'État aux titres du CICE et du CIR

Tous les militants, leurs amis et leurs familles, solidaires des PPG sont invités à venir nombreux défilent samedi.